CHAPITRE V.—IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ

SYNOPSIS

	PAGE		PAGE
Partie I.—Immigration et émigration	146	Partie II.—Citoyenneté canadienne.	161
SECTION 1. IMMIGRATION.....	146	ARTICLE SPÉCIAL: Procédures de naturalisation suivies jadis et événements qui ont amené la loi sur la citoyenneté canadienne	161
Sous-section 1. Législation et administration.....	146	SECTION 1. LOI SUR LA CITOYENNETÉ CANADIENNE.....	163
Sous-section 2. Statistique de l'immigration.....	150	SECTION 2. STATISTIQUE DE LA CITOYENNETÉ CANADIENNE.....	170
SECTION 2. ÉMIGRATION.....	160		

NOTA.—On trouvera face à la page 1 du présent volume la signification des signes conventionnels employés dans les tableaux.

PARTIE I.—IMMIGRATION ET ÉMIGRATION

Section 1.—Immigration*

L'histoire de l'immigration au Canada est exposée brièvement aux pp. 182-183 de l'*Annuaire* de 1948-1949.

Sous-section 1.—Législation et administration

Loi et règlements de l'immigration.—L'immigration au Canada est régie par la loi de l'immigration et les règlements et ordonnances établis aux termes de la loi. La loi, à dessein flexible, ne définit pas les classes ou catégories de personnes admissibles au Canada en qualité d'immigrants. Celles-ci sont définies dans les règlements édictés en vertu de la loi par décret du conseil. La loi définit par contre certaines catégories interdites: les personnes atteintes de certaines maladies mentales ou physiques, les criminels, les personnes qui préconisent l'emploi de la force ou de la violence contre le gouvernement organisé, les espions, les illettrés et autres. Les personnes qui tombent dans ces catégories interdites ne peuvent entrer au Canada en qualité d'immigrants, sauf sous bénéfice d'une loi adoptée par le Parlement.

Au 1^{er} juillet 1950, les catégories de personnes admissibles au Canada en qualité d'immigrants, en vertu de la loi et des règlements de l'immigration, se résument aisément. Le premier groupe, le plus favorisé, comprend les sujets britanniques venant du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Afrique du Sud; les citoyens de l'Irlande; les citoyens américains nés aux États-Unis et les citoyens français nés en France et immigrant au Canada directement de leur pays. Ces personnes sont admissibles à condition de prouver aux fonctionnaires de l'Immigration au poste d'entrée qu'elles sont saines de corps et d'esprit, ont bonne réputation et ne sont pas susceptibles de devenir fardeau public. Les entraves légales à l'admission de ces groupes favorisés ont été supprimées autant qu'un pays peut le faire en toute sûreté à l'égard de ceux qui veulent y venir demeurer.

* Révisé à la Division de l'immigration sous la direction de M. Laval Fortier, sous-ministre, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.